

Quand la France fait comme l'Algérie

Malgré les fortes dissemblances en termes de crédibilité démocratique, il est des similitudes surprenantes entre l'actualité politique française et celle de l'Algérie. A cette différence que près de trois décennies séparent les deux. C'est à l'occasion des dernières élections présidentielles, coïncidant avec les législatives en Algérie, que j'ai pu mesurer combien certains événements marquants de notre vie politique se reproduisaient là-bas sans que personne y prête attention. Et d'ailleurs, à la moindre allusion, certains vous arrêteront net : il n'y a aucune comparaison possible ! Certes, ce serait pure folie que de comparer une autocratie poussive avec une vieille démocratie rodée, mais honnêtement, quand je vois qui commande réellement çà et là, je reste sceptique. Les pouvoirs ne sont qu'une interface d'un système oligarchique où ce sont les plus riches qui façonnent la politique au gré de leurs intérêts. Donc que l'on ne se méprenne pas sur le sens de cette chronique un peu légère. C'est juste pour rappeler l'ordre chronologique de certains événements nationaux et leur reproduction en territoire gaulois quelques années plus tard...

En 1995, l'élection présidentielle algérienne, la plus propre de tous les temps selon l'ensemble des observateurs et acteurs de la vie politique, oppose Zéroual au candidat islamiste Nahnah. Toutes les forces patriotiques et républicaines se rangèrent du côté de Zéroual et un large front anti-islamiste se forma. La participation fut exemplaire et les longues chaînes des électeurs émigrés eurent un profond impact auprès de l'électorat local qui se porta en masse vers les urnes avec un seul mot d'ordre : voter Zéroual, soit par conviction, soit par «utilité».

En 2002 et en 2017, bien plus tard donc, la France connut le même scénario avec un large front républicain, uni pour faire barrage à Le Pen, puis à sa fille. Les mêmes arguments, le même discours entendus chez nous en 1995, remplissent les médias...

En 1995, l'Algérie votait sous haute surveillance. Les islamistes ayant menacé de s'en prendre aux électeurs, armée,

gendarmerie, police et patriotes furent postés devant les écoles avec un quadrillage systématique des zones urbaines : patrouilles diurnes et nocturnes, barrages renforcés, etc. L'Algérie votait sous l'état d'urgence...

En 2017, la menace terroriste pèse sur la France et l'opération de vote mobilise la troupe. Le plan Vigipirate est porté à son alerte maximum. Police et gendarmerie assurent la surveillance des bureaux de vote. La France choisit son Président sous l'état d'urgence alors que ce n'est plus qu'un lointain souvenir en Algérie ! Mais le fait le plus curieux est venu après le vote. Alors que l'Algérie abandonnait le peu de pouvoir parlementaire qui restait de la Constitution de 1996 au profit d'un système présidentiel autocratique et que les partis ne sont plus que des faire-valoir, on n'entend plus parler de programmes politiques de gauche ou de droite mais d'un programme du Président qui devient la seule boussole du pays. Le contenu démocratique du système politique algérien vole en éclats puisque le chef du gouvernement ne sort plus de la liste du parti vainqueur aux législatives mais du choix personnel du chef de l'Etat. D'ailleurs, ce n'est plus le chef du gouvernement mais un Premier ministre ! Bouteflika inventait un système unique avec des partis qui se battent pour leurs programmes mais les abandonnent aussitôt le vote terminé pour n'endosser que celui du Président.

Dix-sept années plus tard, la France semble en train de suivre le même chemin avec un unanimisme inimaginable il y a quelques années. Certes, Gauche et Droite traditionnelles se rapprochaient déjà dans leur style de gouvernance et même dans leurs projets de société mais chacune avait son identité et bien malin celui qui aurait imaginé la «tchekchouka» actuelle ! Désormais, Gauche et Droite se mettent sous la coupe d'un seul homme ! Comme en Algérie, le programme propre aux partis traditionnels ne veut plus rien dire puisque ce nouveau camp – appelé UMPS par les frontistes – va appliquer le programme de Macron ! Ainsi, la France va faire exactement ce que fait l'Algérie sous Bouteflika. Il restera le Front national et la France insoumise qui seront écrasés par la machine du système et relégués aux extrêmes, un peu comme les isla-

mistes, le Parti des travailleurs ou les démocrates chez nous !

J'imagine la tête que font les démocrates chez nous ! Ils prenaient pour exemple le système démocratique français et le voilà qui devient une pâle copie du bouffisme, y compris dans ses excès médiatiques et un culte de la personnalité en gestation ! Autre comparaison en corollaire de ce qui précède : ce nouveau plan présidentiel attise les convoitises en France, comme cela a été le cas en Algérie. Certains abandonnent leurs partis pour rejoindre «La République en marche», d'autres restent dans leurs mouvements mais affichent qu'ils se battent pour le programme du nouveau Président. Situation cocasse : Gauche et Droite évitent de présenter des candidats face à des ténors qui ont choisi de rejoindre le camp du Président. On ne sait pas où cela va mener ni comment le système s'en sortira de cet imbroglio politique mais avouons que cela vaut le coup d'être suivi jusqu'à l'installation du nouveau Parlement. Et si les prévisions des observateurs se réalisent et qu'une large majorité est offerte à Macron, nul doute que la prochaine Assemblée française ressemblera à notre APN avec des lois votées toutes sans obstacles majeurs. Cet unanimisme qui empoisonne notre vie politique et nous éloigne de la pratique démocratique telle qu'elle est connue universellement, risque de s'installer durablement en France. Et encore, ça aurait pu être une bonne chose s'il devait servir la cause des démunis et des travailleurs, s'il devait combler le fossé qui sépare les riches des pauvres et redonner un peu d'espoir à une société en panne, éreintée par la crise et poussée au nihilisme par la désespérance... Non, ces voix qui approuveront les nouvelles lois seront les complices d'un plan de destruction des classes travailleuses et moyennes à qui Mélenchon a promis de «cracher du sang» en cas de victoire d'un de ses trois concurrents de tête. Et d'ailleurs, on le verra clairement avec la loi du travail qui donnera le ton aux renoncements à venir. Cette loi du travail 2 n'aura même pas besoin de la voix des parlementaires puisqu'elle sera proclamée par ordonnance, un peu à la manière de Bouteflika qui a utilisé cette méthode à plusieurs reprises !

Génie algérien ? Décadence française ?



Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

Hasard des calendriers ? En tout cas, si ça continue, nous aurons des Ould-Abbès et des Ouyahia là-bas, s'ils n'existent déjà ; des Sellal et des Louisa Hanoune tapis dans l'ombre... Nous aurons des ENTV, des Chourouk TV et des quotidiens plus royalistes que le roi... D'ailleurs, BFM TV et les autres sont déjà aux ordres, bien plus que les nôtres et la mise à l'écart de ceux qui ne plaisent pas au nouveau patron de l'Elysée est annoncée. David Pujadas de France 2 est la première victime de cet ordre ancien/nouveau dont les méthodes sont connues depuis la nuit des temps mais qui revient plus fort avec les banquiers et les industriels de la guerre en renfort ! Mais ça, c'est leur problème. D'une manière plus générale, on peut s'amuser à citer d'autres événements qui ont fait de notre pays un précurseur. En 1988, une année avant le départ des printemps d'Europe socialiste et la chute du mur de Berlin, la jeunesse d'Alger inaugurait le cycle mondial des révoltes contre les partis uniques. En 1980, trente ans avant le Printemps arabe, le Printemps berbère colorait la Kabylie. En plus noir, c'est ici que le terrorisme a montré son visage sanglant mais c'est ici aussi – en plus rose – qu'il fut terrassé par la force du peuple et de son armée... Tout nous arrive avant les autres et seul le pouvoir continue à ne pas le savoir...

M. F.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



Panama Papers, l'effet pschitt !

En grève de la faim, Touati menace de recourir à des organismes internationaux.

McDonald's ? King Burger ? KFC ?...

Faut vraiment qu'on arrête avec ces histoires de «comptes offshore» et de révélations dites «Panama Papers». On nous a déjà livré un listing d'Algériens, parfois haut placés, très haut placés et disposant de comptes cachés aux Panama, aux Bahamas, aux îles Vierges, voire même aux îles plus très Vierges. Et en quoi ça a agité le bocal algérien ? En rien ! Rebelote ces dernières heures avec une nouvelle fournée de détenteurs de comptes dissimulés. Et l'eau dans le bocal restera encore stable, sans une ride à sa surface. Et tout ça, bon Dieu, pour une raison toute bête : les preuves avérées ou supposées comme telles de corruption ne font tomber personne en Algérie ! Je n'invente rien en rappelant qu'un mec condamné pour intelligence avec l'ennemi, mis en cabane, vu quelques heures après son emprisonnement déambulant dans l'une des places «chics» de la capitale, cet homme-là s'est vu confier ensuite les clés de la première compagnie du pays, celle qui nous permet encore de bouffer, un chouia en bas, beaucoup, en haut. Je rappelle aussi qu'un ancien ministre qui s'apprêtait à livrer aux ricains notre sous-sol, et nos sous-vêtements en prime, a

été exfiltré du pays juste à temps pour échapper aux services de sécurité. Puis, a été rappelé au bled, avec accueil VIP à l'aéroport et tournée des zaouïas tous frais payés par l'Etat ! NORMAL ! D'autres choses, peut-être des choses à inventer, feront tomber les corrompus et les traîtres, mais plus la corruption ! Nous allons encore lire quelques jours encore qu'un tel détient 290 comptes aux îles Caïman. Que tel autre aurait acheté la quasi-totalité des hôtels et palaces des îles Canaris, voire même telle autre serait à la tête et aux jambes relevées de quantités de sociétés fiduciaires immatriculées aux îles Kouchetoilà, et ensuite, blasés, nous replierons les pages de nos journaux, pour les plus écœurés d'entre nous, nous les jetterons, ces canards, et nous continuerons à nous interroger plus trivialement sur les dangers de l'excès de sucre dans nos boissons gazeuses, à l'approche du Ramadhan. Nous avons banalisé l'innommable ! Et nous en sommes arrivés à ce paradoxe terrible : nous nous accoutumons aux comptes offshore des «compères compatriotes». Mais nous nous offusquons et nous éructons jusqu'à l'émeute sur le scandale du match ESS-USMH ! Tout est là. Dans cette schizophrénie. Enfin presque tout. Parce qu'il reste tout de même ce thé que nous pouvons encore fumer pour rester éveillés à notre cauchemar qui continue.

H. L.